

Conclusions par le Chef du Département

à l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs 1992,

le jeudi 20 août 1992

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Chargés d'affaires,
Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons en effet au terme de cette conférence 1992 des Ambassadeurs de Suisse, le moment est donc venu de tenter de tirer des conclusions. Je vous prie de bien vouloir excuser mes absences, mais le fait que j'ai repris cette semaine mes fonctions, la réunion du Conseil fédéral qui a duré le matin jusqu'à 14h00 et qui a repris le soir à 17h00 pour se terminer à 23h00 fait, qu'avec la préparation nécessaire, je me trouvais empêché d'être fidèle à vos séances autant en tout cas que je l'aurais souhaité. Mais je sais que le programme a été bien rempli, que vous avez eu largement l'occasion de vous exprimer sur les thèmes que nous avons sélectionnés. Nous avons donc depuis trois années consécutives maintenant abandonné ce que je trouvais personnellement, particulièrement ennuyeux, c'est-à-dire les interminables séances plénières et nous avons remplacé cela par ce travail de réflexion en séminaires et groupes de travail. Cette forme me semble-t-il a fait ses preuves, ce qui semble aussi vos avis, que nous sommes toujours heureux d'entendre. Elle permet en effet d'aller plus au fond des problèmes, de poser des questions, les vraies questions, de tenter de trouver de bonnes réponses qui sont utiles à tous et plus particulièrement à la centrale. Personnellement je suis très heureux de cette nouvelle formule qui peut toujours encore être améliorée. C'est une possibilité de dialogue qui s'est instaurée, c'est une concertation entre Berne et les représentations sur des thèmes fondamentaux et surtout ça donne la possibilité à davantage d'entre vous de s'exprimer en faisant valoir ses expériences.

Naguère, vous le savez, la politique étrangère était l'apanage de ce qu'on avait la coutume d'appeler une élite ou de quelques spécialistes; les résultats, l'histoire du monde le prouvent n'ont pas toujours été particulièrement positifs. Aujourd'hui, nous sommes tombés dans l'excès contraire sans doute tout le monde fait de la politique étrangère ou en tout cas veut en faire, tout le monde nous donne des conseils à commencer naturellement par nos chers amis les médias qui ne reculent devant aucun sacrifice du moment où on peut écrire. Il me vient à l'esprit à ce propos une toute petite anecdote: Au mois de décembre de l'année dernière, les médias m'accusaient de faiblesse parce que je n'avais pas proposé au Conseil fédéral de reconnaître la Slovénie précisément parce que l'idée de notre Département, la mienne également naturellement, partagée par mes collègues, c'était de ne pas se précipiter en même temps que l'Allemagne et l'Autriche pour faire une espèce de front reconnaissant la Slovénie, la Croatie puis pas les. Et bien, pas plus tard qu'il y a trois semaines, je lisais un article où on me reprochait exactement le contraire. On lisait évidemment que Felber s'est dépêché, sous la pression de l'Allemagne, de reconnaître la Slovénie et la Croatie. Cela dans le même journal, je ne sais pas si c'était la même signature, mais ça ne m'étonnerait pas. Cette évolution n'est pas nécessairement mauvaise en fait puisqu'il y a intérêt renouvelé pour les problèmes du monde et du monde international. Mais la

décision, et c'est cela qui est important, incombe et doit incomber toujours au Gouvernement. Or, pour prendre une bonne décision, il faut pouvoir le faire en toute connaissance de cause. C'est la raison pour laquelle nous sollicitons votre avis et votre expérience.

Vous l'avez fait il y a deux ans, vous l'avez fait l'année dernière; entre-temps ont été prises vous le savez toute une série de décisions dont certaines sont très importantes pour l'avenir de notre pays. Or, vous n'êtes pas étrangers à ces décisions, comme vous contribuez aussi à définir notre action et nos priorités.

Il n'y a pas de séance qui touche la politique étrangère au Conseil fédéral sans que mes collègues me demandent de faire part de l'avis des capitales étrangères qui sont intéressées. Avis que je ne peux faire connaître qu'à travers les informations que vous nous donnez. Les priorités, nous devons les établir, cela du reste bien malgré nous, car vous savez comme nous quelles sont aujourd'hui les contraintes budgétaires de la Confédération et par conséquent quelles sont les limites très dures qui sont posées à nos besoins en personnel. Encore heureux que nous puissions aujourd'hui pallier au plus pressé. Je ne reviendrai pas sur cette question que vous connaissez et qui a d'ailleurs été exposée l'année dernière.

Les conférences annuelles ne doivent pas nous faire oublier une autre source d'informations et d'évaluation et cette source ce sont les rapports politiques. Je vous l'ai dit, ceux-ci viennent des cinq continents. Ils nous rappellent qu'au-delà de l'Europe et même de l'Europe occidentale, nous devons poursuivre notre vocation d'ouverture au monde, d'universalité de notre politique et de nos relations. Ces appréciations ponctuelles sont plus précieuses surtout lorsqu'elles viennent de pays nouveaux, de pays ayant connu des bouleversements fondamentaux. Nos ambassades dans ces pays ne doivent pas hésiter à nous communiquer régulièrement leurs analyses. Je vous assure, Mesdames et Messieurs, que ces documents sont lus et analysés, sont communiqués à ceux qui doivent en avoir connaissance.

Le programme de la Conférence que vous venez de terminer me permet de vérifier que l'Europe et son voisinage ont occupé la plus large part des séances et je m'adresse ici à nos Ambassadeurs outre-mer pour leur rappeler que l'intérêt de la centrale pour les autres régions n'en a pas diminué pour autant. Nous l'avons d'ailleurs prouvé puisque la première Conférence régionale a eu lieu à Mexico en 1989, une deuxième Conférence a eu lieu à La Nouvelle Delhi en 1991. Ces deux exercices ont été concluants et tout à fait positifs. J'ai donc décidé en accord avec mes collaborateurs à la centrale de renouveler cette expérience l'année prochaine et ce sera le tour du continent africain, plus spécialement de l'Afrique sub-Saharienne, à une date et dans un pays que nous nous réservons encore de définir. Le séminaire de mardi dernier sur cette région du monde a du reste rappelé certaines évidences, à savoir par exemple que les processus de démocratisation que nous devons saluer sont encore souvent très fragiles. Nous devons les encourager, les soutenir, en nous gardant cependant de vouloir exporter nos modèles comme un produit, prêt à la consommation. Le Président de la République du Bénin nous rappelait cette nécessité pour les pays occidentaux de soutenir des Etats comme le sien qui venait d'accéder à la démocratie. Il me disait: "on m'a rappelé des Etats-Unis, j'ai accepté cette charge, (à laquelle il était élu) de Président de la République, si je ne réussis rien dans un pays

comme le mien dans un laps de temps déterminé, on va simplement me renverser et puis tout le processus sera à recommencer". Un autre enseignement, c'est que l'Afrique sub-saharienne sort d'une longue léthargie politique, qu'elle a aujourd'hui abandonné le modèle totalitaire, que lui offrait encore l'ancien camp socialiste et communiste et qu'elle se trouve précisément dans une phase particulièrement vulnérable où elle a plus que jamais besoin de l'appui d'un pays comme le nôtre, comme nous avons d'ailleurs nous aussi, pour des raisons de sécurité, besoin d'une Afrique stable et si possible d'une Afrique forte.

Je voudrais éviter d'être trop schématique mais l'environnement international, tel qu'il est en train de se préciser semble s'orienter peu à peu vers une division verticale des rapports Nord-Sud et cela pour des raisons géographiques assez évidentes mais que nous constatons également sur le plan des relations économiques et politiques. Nous voyons l'espace transaméricain se constituer petit à petit. Il est confirmé sur le plan économique par la zone de libre échange qui descend à travers le Canada et les Etats-Unis jusqu'au Mexique, jusqu'à Acapulco si on veut aller jusqu'au point extrême. Nous voyons ensuite que les alliances économiques entre les grands pays de l'Amérique latine visent également à obtenir une reconnaissance par cette zone de libre échange du continent américain du nord. Nous observons le dynamisme croissant de l'Espace pacifique qui se crée aussi en une espèce de zone économique particulière. Bien, pour nous Européens notre partenaire naturel ce sera probablement plus que jamais l'Afrique à travers la Méditerranée; vous avez également eu un séminaire sur cet espace méditerranéen qui est pour nous extrêmement important et qui nous a rappelé les difficultés du dialogue entre les Européens et les Arabes, les possibilités mais aussi naturellement les limites d'un rapprochement. Mais ce rapprochement encore une fois, pour des raisons de sécurité, nous devons le favoriser et le rechercher. Donc le Tiers Monde nous ne l'oublions pas, nous avons au demeurant de bonnes raisons de ne pas l'oublier.

Quant au séminaire sur l'Europe centrale et de l'Est, il a un point commun avec les deux autres, c'est encore une fois de plus celui de notre sécurité. La tragédie yougoslave et l'instabilité dans beaucoup de Républiques de l'ancienne Union soviétique sont là pour le rappeler.

Qu'il s'agisse de la démocratie en Afrique Noire, de la démographie dans le Maghreb, du problème de la drogue en Amérique latine ou du conflit yougoslave, nous devons réagir à ces défis en tant qu'Européens. Nous devons le faire avec l'Europe plus précisément sans doute avec la Communauté.

A propos de notre politique européenne, nous observons depuis quelque temps une animation plus que certaine du paysage politique suisse. C'est une bonne chose que chacun exprime son point de vue. Il y a les opinions d'hommes politiques, il y a les opinions des représentants de groupes d'intérêts, il y a les points de vue des médias, mais il y a aussi et je crois que c'est utile de le rappeler, quelquefois on l'oublie dans ce tohu-bohu, la politique du Conseil fédéral qui n'a pas varié depuis trois ans, qui n'a pas varié en ce qui concerne l'engagement européen depuis trois ans. C'est celle-là que nous défendons et celle que vous représentez dans votre pays de résidence. Pour vous acquitter de cette tâche, vous disposez des éléments et des arguments nécessaires. Chaque fois que vous le jugerez utile, n'hésitez surtout pas à expliquer à vos interlocuteurs nos objectifs ou à nous signaler les failles qu'il pourrait y avoir dans le matériel d'information dont vous disposez.

A propos de nos voisins les plus proches certains d'entre vous, dans les séminaires, ont paraît-il relevé qu'il ne fallait pas trop se concentrer sur le partenaire allemand. Et bien, c'est presque nouveau ça! Nous entendons ne pas nous imposer aujourd'hui ce genre de limites. Ce serait une erreur. Nous ne sommes pas les filleuls de la République fédérale d'Allemagne. Nos principaux partenaires demain comme aujourd'hui seront tous nos voisins, même si certains par leur culture politique, par leurs structures fédéralistes paraissent plus accessibles à nos particularités ou à nos sensibilités. Nous devons donc soigner, maintenir les contacts excellents que nous avons avec l'Allemagne, mais ça ne signifie pas que les positions de l'Allemagne dans toute les transformations que subit le continent et même dans l'évolution de la Communauté seront les seuls modèles qui devront nous inspirer. On n'améliorerait pas notre image dans un pays comme la France si nous ne lui trouvions un intérêt que dans la mesure où elle accepte d'accueillir les détritiques que nous refusons de garder chez nous. (Maintenant elle les refuse depuis, ce soir à minuit!) Je crois que la France d'ailleurs, c'est un élément que j'ai personnellement perçu d'une manière très sensible, a aussi changé d'attitude vis-à-vis de la Suisse dès le moment où elle a perçu que non, la Suisse ça n'est pas tout-à-fait comme d'autres pays européens, un pays tout simplement frère ou cousin germain de l'Allemagne, mais que c'était un Etat avec ses traditions qui, en entretenant de bonnes relations avec son grand voisin allemand ne se considérait pas comme inféodé à cette même République. Je crois que c'est important. C'est une démarche que les politiciens français ont fait assez récemment. Je crois que notre Ambassadeur à Paris a aussi dû comprendre ou saisir cette évolution qui n'était pas évidente au début. La Suisse c'était l'Allemagne qui s'en occupait, la France avait moins d'intérêt n'est-ce-pas, aujourd'hui, il y a peut-être une petite différence.

Depuis le référendum danois, le Traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février de cette année, fait l'objet de débats dans certains pays et ce débat est assez vif, tout particulièrement en France actuellement. Les derniers sondages laissent même entendre que le peuple français appelé à se prononcer par référendum pourrait éventuellement refuser la ratification de ce Traité. Peut-être donc n'entrera-t-il pas en vigueur comme prévu le 1er janvier 1993 à la date fixée pour l'achèvement du marché intérieur. Il n'en faut pas plus pour que de nombreuses personnes chez nous entreprennent de douter définitivement de l'avenir de la Communauté et remet-tent en cause notre engagement européen. A ces gens-là il faut et je voudrais rappeler ces deux simples vérités: même si le Traité de l'Union devait être repoussé, la Communauté elle continue d'exister. Elle sera toujours là avec un acquis considérable et avec une dynamique, un processus d'intégration qui continuera en attendant éventuellement un nouveau saut qualitatif. L'autre vérité c'est que par le passé nous avons tenu plus d'une fois la Communauté pour un projet trop ambitieux qui ne marcherait pas, donc plus d'une fois nous avons pris des temps d'arrêt de développement communautaire ou des temps de réflexion comme des échecs. Aujourd'hui, on ne peut pas dire que cette attitude ait été particulièrement perspicace. Déployer notre énergie à espérer qu'on pourra peut-être après tout échapper au processus d'intégration et ainsi arrêter la marche de l'Histoire n'est pas une véritable politique.

Considérons à cet égard la perspective de l'Espace économique européen. Vous avez entendu ce matin le plaidoyer du Secrétaire d'Etat Franz Blankart et puis l'intervention sans doute vigoureuse de mon collègue, qu'on appelle quelquefois mon complice dans la presse parce que ça fait

bien, le Conseiller fédéral Delamuraz. Au contraire je le répète ici avec force et conviction, l'affirmation de l'identité politique de la Communauté européenne est une évolution que nous devons et que nous pouvons encourager. Pourquoi? Parce qu'elle constitue indiscutablement un gage de stabilité pour le continent tout entier. Je rappelle toujours dans les discours les plus simples, n'oublions jamais que nous allons bientôt pouvoir célébrer 50 ans de paix en Europe occidentale. Ca n'est pas tout-à-fait dû au simple hasard. Il est normal que la Communauté élève son ambition et ses moyens politiques à la hauteur de sa puissance économique. Ne le ferait-elle pas qu'on continuerait de dire d'elle que c'est un géant économique et un nain politique. A cela j'entends les critiques nous répondre que la cohésion politique communautaire s'est bien peu manifestée face au drame yougoslave. On pourrait à ceux-là poser une question: que ce serait-il passé et où en serions-nous aujourd'hui à Sarajevo ou dans les Balkans, si la Communauté n'existait pas? Et bien, il est quasi certain et vous le savez ou vous le devinez, que les disputes qui ont éclaté au grand jour et les guerres malheureuses dans la Yougoslavie auraient abouti à la reprise par certains des grands Etats européens non-unis de leurs anciens protégés. On serait allé retrouver son protecteur des années 1930 et ce protecteur aurait repris la défense et élevé la voix en faveur de ses protégés. Je crois que ça on ne peut pas l'oublier et c'est dû à la collaboration entre les Etats d'Europe occidentale et particulièrement il faut le dire entre les anciennes grandes puissances de la dernière guerre mondiale, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, mais aussi naturellement les autres pays d'Europe occidentale qui ont souffert de la dernière guerre.

Il y a, je crois, une réalité fondamentale qu'il ne faut pas perdre de vue: la Suisse partage avec les Etats membres de la Communauté les mêmes valeurs et dans une mesure qui est de plus en plus croissante, les mêmes intérêts, je dirais même surtout les mêmes intérêts économiques. Ce postulat nous inspire une double réflexion:

- celle qui consiste à mesurer, à comparer nos décisions politiques étrangères avec celles qu'est appelée à prendre la Communauté. Le travail qui a été entrepris dans ce domaine à la centrale va être poursuivi. Il ne s'agit en effet pas pour nous de chercher à tout prix à nous mettre en évidence par une décision qui à la limite pourrait être stupide, pourvu qu'elle ne soit pas semblable à celle de la Communauté. Nous avons les mêmes intérêts, nous sommes engagés sur le même continent, nous partageons et défendons les mêmes valeurs démocratiques et les mêmes valeurs philosophiques par conséquent, il est normal que nous réagissions de la même manière et que nous ayons souvent, pas toujours, mais le plus souvent possible dans les grands problèmes les mêmes positions et je ne vois pas en quoi cela serait déshonorant.
- L'autre réflexion consiste à étudier attentivement la réflexion des décisions qui se prennent au sein de la Communauté en direction d'un système de sécurité et de défense commune, nous sommes là très directement interpellés. A cet égard vous avez entendu mon collègue le Conseiller fédéral Villiger, Chef du Département militaire. Nous avons entrepris cette réflexion avec bien entendu le Bureau de l'intégration mais aussi, et c'est très important, avec le Département militaire fédéral. Nous savons que la définition juridique que nous donnons à notre neutralité nous interdit une participation à une alliance militaire de type classique. Nous ne pourrions pas davantage participer à des sanctions prises à l'encontre d'un Etat tiers hors du cadre du droit

international. De toute façon on ne nous le demande pas. Par contre, rien ne nous empêche de nous engager au sein d'un système de sécurité collective pour assurer ensemble la sécurité de la Communauté à laquelle nous appartenons. Où en est ce système aujourd'hui? Dans quel sens va-t-il évoluer? Quelle coopération va prévaloir demain entre les organes existants qui sont chargés de ce domaine extrêmement délicat que sont la sécurité et la politique extérieure, la Communauté, l'Union occidentale, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, la CSCE? Cette question est sans doute la plus importante face aux défis que nous devons affronter.

Parmi ces défis, il y a encore en Europe celui considérable de la succession de l'Union soviétique et de la restauration dans l'ensemble de l'ancien camp socialiste. A cet égard, je voudrais vous faire part de l'observation que m'a faite à Washington Monsieur Brezinski. C'était au mois de février. L'ancien chef du Conseil national de sécurité américain nous rappelait qu'il existait des bibliothèques entières pour nous dire comment réaliser le capitalisme ou ce qu'était le capitalisme. Comment fonctionnait le capitalisme. Des bibliothèques tout aussi importantes pour nous expliquer le régime de l'économie planifiée Leniniste n'est-ce-pas? Tout cela existait mais, nous disait-il il n'y a pas un seul livre pour nous dire comment une société doit s'y prendre pour réussir la transition du communisme à la démocratie et à l'économie de marché. Ça on y a jamais pensé. Aucun expert ne s'est jamais penché sur les problèmes que rencontrerait un Etat socialiste pour se transformer en un Etat démocratique tel que nous le concevons, pratiquant l'économie de marché. C'est la réalité. Tout est à inventer. Et ça se fait plutôt dans le chaos que dans l'ordre.

Un nouvel ordre international que chacun appelle de ses vœux ne doit jamais être considéré comme acquis et les événements hélas nous le rappellent. A votre conférence des Ambassadeurs de 1990, c'était la guerre du Golfe, on n'était pas très tranquille. A votre conférence des Ambassadeurs de l'an dernier 1991 c'était le putsch de Moscou. On avait l'impression que tout pouvait être remis en cause. A cette conférence de 1992 on tombe en plein chaos en Bosnie-Herzégovine disons en Yougoslavie. Au fond, si la menace nucléaire ou même la menace d'un grand conflit planétaire semble être écartée, l'instabilité, elle, a considérablement augmenté. Ces observations doivent vous inciter à la prudence, à la modestie mais aussi à la persévérance. Vous le savez, notre pays voit sa politique étrangère marquée tout de même par une constante recherche de la paix entre les peuples et de solutions des conflits par la négociation.

Je ne voudrais pas terminer la partie officielle de cette Conférence sans vous remercier les uns et les autres de votre engagement et du travail que vous accomplissez dans des conditions qui sont parfois, je le sais, pour certains d'entre vous très difficiles. Je voudrais aussi que vos collaborateurs lorsque vous allez rejoindre vos missions soient associés à cette marque de reconnaissance et je voudrais, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, vous rappeler que lors de l'excursion de demain il risque de faire chaud et d'y avoir des orages; je vous invite à vous mettre à l'aise. Vous avez remarqué qu'il n'y a pas de solennité, c'est véritablement une excursion. Par conséquent les tenues ne sont pas obligatoirement celles que l'on qualifie de cravates noires. On peut très bien avoir une tenue allégée pour l'excursion de demain qui nous permettra de traverser le canton dont j'ai l'honneur d'être un des citoyens. Je vous remercie et je vous invite à vous retrouver tout à l'heure à Morat. Merci. La séance est levée.